



COMMUNIQUÉ DE PRESSE



Crise agricole : une urgence, sauver la production agricole française

Paris, le 3 septembre

Lors de sa conférence de presse de rentrée, la FNSEA a alerté les pouvoirs publics, les acteurs des filières agricoles et les consommateurs français de la situation dramatique et inédite subie par les agricultrices et agriculteurs de France. Des mesures d'urgence sont indispensables pour soutenir la trésorerie des exploitations et éviter que des agriculteurs renoncent à produire et engendre un décrochage majeur et durable de la production agricole sur notre territoire.

Les agriculteurs sont épuisés après un été exceptionnel. Les trésoreries sont à sec. Pour beaucoup, il ne reste plus qu'une solution : réduire leur activité, en décapitalisant les élevages ou en renonçant à remettre certaines terres en culture. Pire encore, pour certains, c'est désormais la poursuite même de leur activité qui est en jeu. A la crise que traverse actuellement le monde agricole s'ajoute une situation de grande fragilité structurelle pour nombre d'exploitations. Elle est brutale et laisse craindre le pire pour les semaines et mois à venir.

Face à cette réalité, il y a urgences !

- **Urgence** pour redonner de l'oxygène à des trésoreries aujourd'hui à bout de souffle et permettre aux exploitations de passer ce cap critique.
- **Urgence** pour relancer la production agricole française. À défaut, nos rayons se videront progressivement de produits français.
- **Urgence**, enfin, pour ne pas perdre durablement une catégorie d'acteurs essentiels de notre tissu économique rural, parmi les derniers à faire vivre nos territoires et nos campagnes.

L'Etat doit desserrer l'étau qui pèse sur les exploitations. La FNSEA demande des décisions immédiates, massives, à la hauteur de l'enjeu, pour soulager les trésoreries : un fonds d'allègement des charges (FAC) ; une prise en charge supplémentaire des cotisations sociales (PEC) ; la reconduction immédiate, jusqu'au 31 décembre 2026, des aides sur le GNR et les engrais, la suspension de la Taxe foncière (TFNB) et de la Redevance pour pollutions diffuses (RPD) ; l'accélération des versements des indemnités de solidarité nationale prévues en cas de sinistres climatiques. Outre ce volet financier, le plan de l'Etat devra aussi permettre de traduire les textes de loi récemment adoptés : les décrets d'application de la loi d'urgence doivent être publiés sans tarder, tandis que des mesures de simplification sont attendues par le terrain, à l'image de la dérogation CIPAN ou des dérogations sur les couverts végétaux. À l'échelle européenne, la FNSEA demande également que les versements de la PAC interviennent le plus rapidement possible, dès la mi-octobre.

Les acteurs bancaires, assurantiels et la mutualité sociale agricole doivent appuyer cette action en faveur de la trésorerie des exploitations en favorisant l'accès à des prêts de trésorerie et des reports d'annuités sans coût supplémentaire, en accélérant les versements des indemnités d'assurance et en actionnant au plus vite les dispositifs de prise en charge et de report de cotisations sociales.

Pour sauver les agriculteurs, nous avons besoin d'une mobilisation de tous. L'heure est à l'action collective et coordonnée pour soutenir massivement les exploitations et garantir une rémunération des productions à la hauteur de leurs coûts de production, en tenant compte des conditions exceptionnelles dans lesquelles les agriculteurs ont tenté de préserver le fruit de leur travail.

« J'ai entendu le Premier ministre affirmer que l'agriculture était sa priorité. Je veux voir dans le report des annonces gouvernementales, la prise de conscience de l'ampleur inédite de la crise et le souhait du Gouvernement d'apporter une réponse adaptée et à la hauteur des enjeux. Mais je le redis, l'heure n'est plus aux constats. L'heure est au choix : celui de sauver l'agriculture française. Les décisions de poursuivre ou d'arrêter certaines productions se prennent maintenant. Pour relancer l'activité, la seule voie efficace est d'apporter immédiatement de la trésorerie aux exploitations afin de leur permettre de se remettre en production. Chaque jour compte. » déclare Arnaud Rousseau, Président de la FNSEA